

L'hon. M. WEIR: Je crois que ce fut le résultat d'un certain nombre de conférences de savants pendant une période d'années. On a cru que ce bureau ferait disparaître le double emploi et mettrait fin au gaspillage et tout le monde a été de cet avis.

M. McINTOSH: Et le peuple a toujours approuvé, à ce sujet, chacun des gouvernements de l'empire?

L'hon. M. WEIR: Oui, je le crois.

(L'article est adopté.)

Plan de colonisation de l'Empire, y compris les subventions que le Gouverneur général en conseil pourra autoriser, \$10,000.

L'hon. M. STEWART (Edmonton): Nous voudrions obtenir quelques renseignements au sujet de cet article.

L'hon. M. VENIOT: Je voudrais demander au ministre si cela a quelque rapport avec cette initiative qu'on a souvent prétendu avoir été prise en Grande-Bretagne en vue de placer des colons anglais sur nos fermes du Canada.

L'hon. W. A. GORDON (ministre intérimaire de l'Immigration et de la Colonisation): Voici une dépense qui découle de l'accord conclu entre le gouvernement canadien et le British Empire Settlement Board, en 1927. Cet accord, en principe, visait à l'établissement au Canada d'un certain nombre d'adolescents des Iles-Britanniques, et il était convenu que quiconque parmi ces jeunes gens épargnerait \$500 aurait droit à un prêt de \$1,250 de la part du British Empire Settlement Board, à un prêt supplémentaire de \$1,000 de la part du gouvernement canadien et à une somme additionnelle de \$500 de la province intéressée. Aucun prêt n'a été consenti en vertu de l'accord, mais il y aura probablement des demandes au cours de l'année, et ce crédit a été préparé afin que le département soit en mesure de se conformer aux dispositions de l'accord.

M. LUCAS: Le ministre a-t-il dit que jusqu'ici aucun prêt n'a été fait?

L'hon. M. GORDON: Non, pas jusqu'ici.

M. DONNELLY: Le ministre pourrait-il nous dire combien de jeunes gens ont été établis sous ce régime, et combien durant l'année passée?

L'hon. M. GORDON: Je n'ai pas le nombre de ceux qui ont été établis, mais personne n'a été amené depuis quatre ans, c'est-à-dire depuis 1930.

M. DONNELLY: Le ministre voudrait-il nous dire combien parmi les jeunes garçons amenés antérieurement à 1930 ont tenu leurs engagements et combien ont abandonné la partie et sont retournés chez eux ou ont émigré dans d'autres parties du pays.

L'hon. M. GORDON: Je ne sais combien sont retournés en Grande-Bretagne, mais d'après mes renseignements,—quoique je puisse faire erreur,—je ne pense pas qu'il y en ait eu aucun. Quant à savoir comment ont été tenus les engagements, j'estime qu'ils ont été assez bien respectés. Mon opinion personnelle est que l'accord n'était peut-être pas aussi bienfaisant qu'il aurait pu l'être. En effet, je trouve que pour un jeune homme qui peut épargner \$500—et apparemment quelques-uns le font—il serait peut-être plus sage de ne pas se mettre à emprunter, mais au contraire d'économiser un autre 500 dollars. Je n'encouragerais personne à développer son activité en empruntant, quand il est possible d'épargner. C'est peut-être un peu vieux jeu, mais je me suis rendu compte que cela donne de très bons résultats dans n'importe quel champ d'action.

L'hon. M. MACKENZIE (Vancouver): Puis-je demander si le gouvernement de Grande-Bretagne ou des particuliers ont proposé quelque autre système de colonisation au ministère actuel?

L'hon. M. GORDON: Rien n'a été proposé directement. Il a été question de divers projets, mais personne n'a présenté quoi que ce soit de définitif au Gouvernement. Le Parlement impérial a discuté maintes fois la question de migration dans l'empire, et nous connaissons tous les difficultés que comporte l'idée de répartir la population de l'empire parmi les dominions. Nous savons ce qui s'est passé au Canada depuis quelques années, et aussi en Australie d'où il est reparti beaucoup plus de gens pour la Grande-Bretagne qu'il n'en est venu. Au cas où quelque projet serait soumis à moi ou à mes successeurs, je dis qu'il faudra bien en envisager la portée et l'étudier avec le plus grand soin. Des gens haut placés et d'autres aussi ont dit maintes fois que nous n'attirons pas les agriculteurs au Canada. Eh bien, monsieur le président, ceux qui disent cela comprennent bien peu la situation qui existe dans le Royaume-Uni, où les agriculteurs de la catégorie désirable représentent peut-être moins que 7 p. 100 de la population. Il est très difficile d'attirer au Canada un agriculteur de Grande-Bretagne qui s'arrange bien dans son pays; nul pays ne veut se séparer d'agriculteurs de la sorte. Je dis donc que n'importe quel projet d'immigration, tout à désirer qu'il puisse paraître, devra être examiné avec le plus grand soin. En tout cas, le Gouvernement n'a été saisi d'aucun projet de la sorte.

M. VALLANCE: Le Gouvernement a-t-il étudié de projet du général Hornby visant à l'établissement de colonies dans l'Ouest canadien?